

Trois semaines à Québec Une Conférence pour la Confédération

Christopher Moore et François Droüin

Numéro 119, automne 2014

La conférence de Québec de 1864 revisitée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72698ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

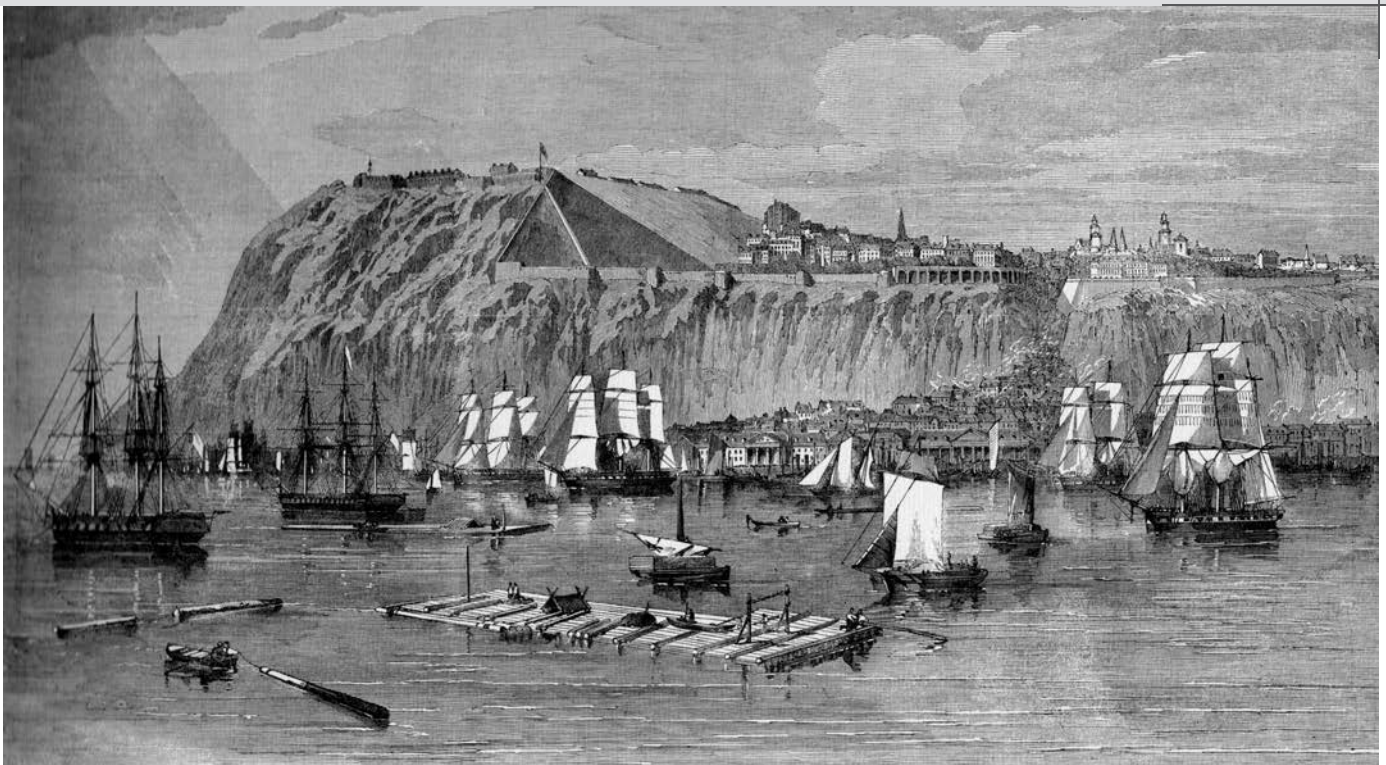
0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Moore, C. & Droüin, F. (2014). Trois semaines à Québec : une Conférence pour la Confédération. *Cap-aux-Diamants*, (119), 13–17.



La ville de Québec, en 1860. Gravure de R. Leith d'après un dessin de G.H. Andrews. (*Illustrated London News*, 1^{er} septembre 1860).

TROIS SEMAINES À QUÉBEC UNE CONFÉRENCE POUR LA CONFÉDÉRATION

par Christopher Moore

« Depuis samedi, il fait ici le temps le plus maussade du monde », écrit le correspondant à Québec du journal montréalais *La Minerve*, le lundi 10 octobre 1864. « D'abord il est tombé samedi soir une bonne couche de neige, un blanc linceul couvrait la terre et un froid rigoureux engourdisait les membres ». En 1864, Québec a pourtant besoin d'un gros succès. Au moment où d'importants visiteurs arrivent en ville, cette tempête de neige précoce a effacé les spectaculaires couleurs d'automne dans la vallée du Saint-Laurent. Le journaliste de *La Minerve* est désespéré : « Nous pouvions très bien nous croire dans une partie quelconque de la Sibérie ». Durant 250 ans, la ville de Québec a été la capitale économique, culturelle et

politique de l'Amérique française. Mais les nouveaux navires à vapeur naviguent maintenant ailleurs, passant au large du port de Québec, en route vers Montréal plus en amont. Les chemins de fer convergent tous vers Montréal. Même si Québec réclame depuis quelques décennies une voie ferrée sur la rive nord, les principales lignes du réseau se retrouvent de l'autre côté du fleuve. Le commerce, l'industrie et la population se déplacent à l'ouest de Québec. Même le gouvernement se prépare à quitter Québec : une nouvelle capitale pour la province du Canada est en construction dans les bois traversés par la rivière des Outaouais. Les Montréalais commencent à parler de manière condescendante de la « Vieille Capitale », comme si Québec était condamnée à n'être

qu'un centre régional mineur, dépendant du folklore et du tourisme. Certains hommes d'affaires québécois insistent d'ailleurs pour moderniser « l'image vieillotte » de la ville en démolissant les murs de fortifications.

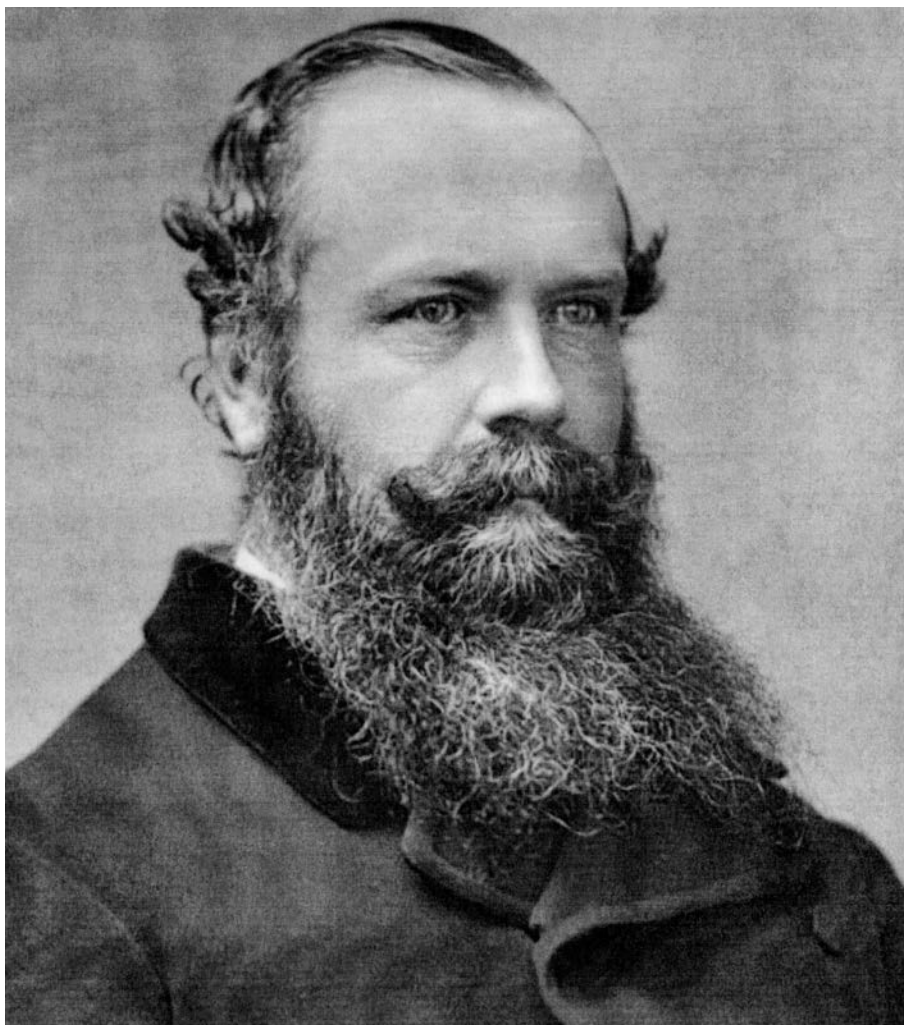
Ces visiteurs qui vont donner un regain de fierté à la ville de Québec sont des délégués venus assister à une importante conférence politique sur la Confédération. Des bateaux à vapeur et des trains y transportent 33 leaders politiques provenant de Saint-Jean de Terre-Neuve, d'Halifax, de Fredericton, de Montréal, de Toronto, et d'ailleurs en Amérique du Nord britannique. La plupart sont accompagnés de leur épouse et de leurs filles d'âge nubile. Des lobbyistes du rail et des avocats suivent aussi ces politiciens. Plusieurs journa-

listes arrivent également d'un peu partout en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne pour couvrir la conférence. Ils vont tous rester près de trois semaines. Les délégués couchent à l'Hôtel Saint-Louis, aujourd'hui démolit, et qui s'élevait au coin des rues Saint-Louis et Haldimand. Les journalistes, eux, résident à l'hôtel Russell House de la côte du Palais. Le gouverneur général, Charles Stanley, 4^e vicomte Monk, va donner une réception pour les délégués. Les prêtres de l'Université Laval, alors située au cœur du Vieux-Québec, vont en donner une autre. Un bal se tiendra dans le parlement, situé dans l'actuel parc Montmorency; un autre se déroulera rue Sainte-Ursule à la résidence d'Ulric Tessier, président du Conseil législatif; et un troisième sera organisé par de jeunes hommes d'affaires qui se présentent comme les « célibataires » de Québec. De nombreux Montréalais descendent également à Québec à bord de navires à vapeur pour se joindre à la fête. Les hôtes de la conférence sont déterminés à faire briller la ville de Québec, malgré la pluie froide qui tombe sans arrêt. La récolte de pommes de terre allait être un désastre, rapporte le *Courier du Canada*; qu'à cela ne tienne, le gouvernement a fait des dépenses somptuaires pour rénover le parlement et les hôtels. Durant ces trois semaines, les délégués font travailler les hôteliers, les photographes, les cochers, les marchands et les tailleurs de la ville. Québec montre qu'elle peut toujours plaire et charmer.

Edward Whelan, journaliste et délégué venu par bateau de l'Île-du-Prince-Édouard, est très impressionné par « cette ville ancienne et historique », par ses rues « tortueuses, croches, étroites et déconcertantes » et par « tous ces grands monuments témoins de l'habileté, de l'industrie, de l'art et de l'esprit d'entreprise » qu'il voit un peu partout. Il trouve la ville de Québec prodigieusement hospitalière et ses femmes très désireuses de suivre la mode. Il plaisante en disant que ses concitoyens des Maritimes allaient tous oublier leur langue maternelle

pour retourner à la maison « en parlant un curieux mélange d'anglais et de très mauvais français ». Mercy Ann Coles, qui est venue de Charlottetown avec son père, un ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, tombe malade peu après son arrivée. Elle perd sa chance de porter son ensemble de « soie bleue irrésistible » et peut-être même de trouver un prétendant lors d'un bal. Elle décrit ainsi son père à son retour du bal chez Tessier : « Les coutures de son habit dégoulinant de sueur, il déclare n'avoir jamais eu autant de plaisir. Les Françaises n'ont pas leur pareil pour virevolter ». Selon Whelan : « Les ministres du cabinet – et les leaders plus que les autres – sont des danseurs invétérés; ils ne semblent jamais manquer une danse ».

Whelan déclare par la suite qu'il en rapportera moins au sujet des dîners et des danses que les délégués affectionnent « afin de ne pas laisser supposer qu'ils ne font que batifoler ». Car du travail est aussi exécuté. Durant une semaine radiieuse à Charlottetown au début de septembre, les délégués du Canada et de trois Provinces maritimes se sont entendus sur le principe d'une union fédérale des provinces d'Amérique du Nord britannique « si les détails à préciser sont satisfaisants ». Ces détails sont l'enjeu de la Conférence à Québec, où les délégués représentant cinq législatures provinciales tiennent la conférence la plus importante, la plus longue, la plus inclusive et la plus réussie de la longue histoire des pourparlers constitutionnels



Charles Stanley, 4^e vicomte Monk (1819-1894), fut gouverneur général du Canada de 1861 à 1868. Il a joué un rôle important dans la préparation de l'union fédérale. Photographie Livernois, 1880. (BAnQ, P560, S2, D1, P116359).

canadiens. À travers ces dîners, ces fêtes et ces danses, les délégués se réunissent quotidiennement, sauf le dimanche, pour une conférence qui doit durer dix jours avec une possibilité de prolongation à seize. Les délégués se rencontrent en moyenne six heures par jour en session formelle, siégeant souvent jusqu'à minuit dans la salle de lecture située à l'étage de l'édifice du parlement, face au fleuve. C'est là que les délégués négocient et adoptent 72 résolutions. Ces résolutions demeurent la base de la constitution du Canada aujourd'hui.



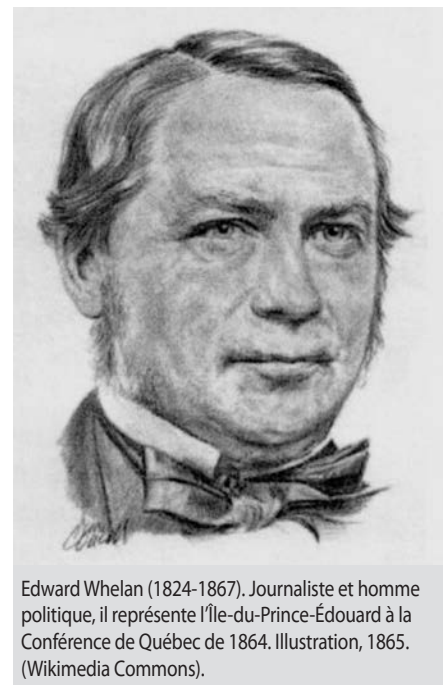
Hôtel Saint-Louis, propriété de la famille Russell. Plusieurs délégués de la Conférence de Québec de 1864 y logeront. Gravure tirée d'une enveloppe postée en 1883. (Archives privées).

Il y a 33 délégués à Québec – pour près de trois millions de personnes – car il s'agit d'une rencontre multipartite, représentant les législatures et non seulement les gouvernements de chaque province. Les rivalités entre partis étaient fortes dans l'Amérique du Nord britannique au XIX^e siècle, mais les politiciens comprennent qu'une constitution a besoin de plus qu'une base partisane étroite. Les premiers ministres et les membres du cabinet de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve sont accompagnés à la conférence par les principaux membres des partis d'opposition

provinciaux. Dans la province du Canada (aujourd'hui l'Ontario et le Québec, une province unie de 1841 à 1867), la politique de l'union fédérale avait produit une coalition tripartite entre les « bleus » du Québec et les réformistes et les conservateurs du Canada-Ouest. Certains délégués ne s'aimaient pas nécessairement et pouvaient ne pas se faire confiance. Ainsi, seulement un large soutien multipartite pouvait donner une chance à leurs résolutions dans leur législature provinciale.

Un grand parti n'est pas représenté : les rouges du Québec. Ces derniers sont opposés à la coalition canadienne et aux plans de Confédération. Ils ne participent pas à la conférence. Le choix à faire à Québec est entre une fédération décentralisée et une fédération centralisée; et s'ils avaient été invités, les rouges auraient renforcé le point de vue favorable aux droits provinciaux des réformateurs des autres provinces. Ils auraient pu s'opposer au consensus, comme plusieurs délégués des Maritimes le font.

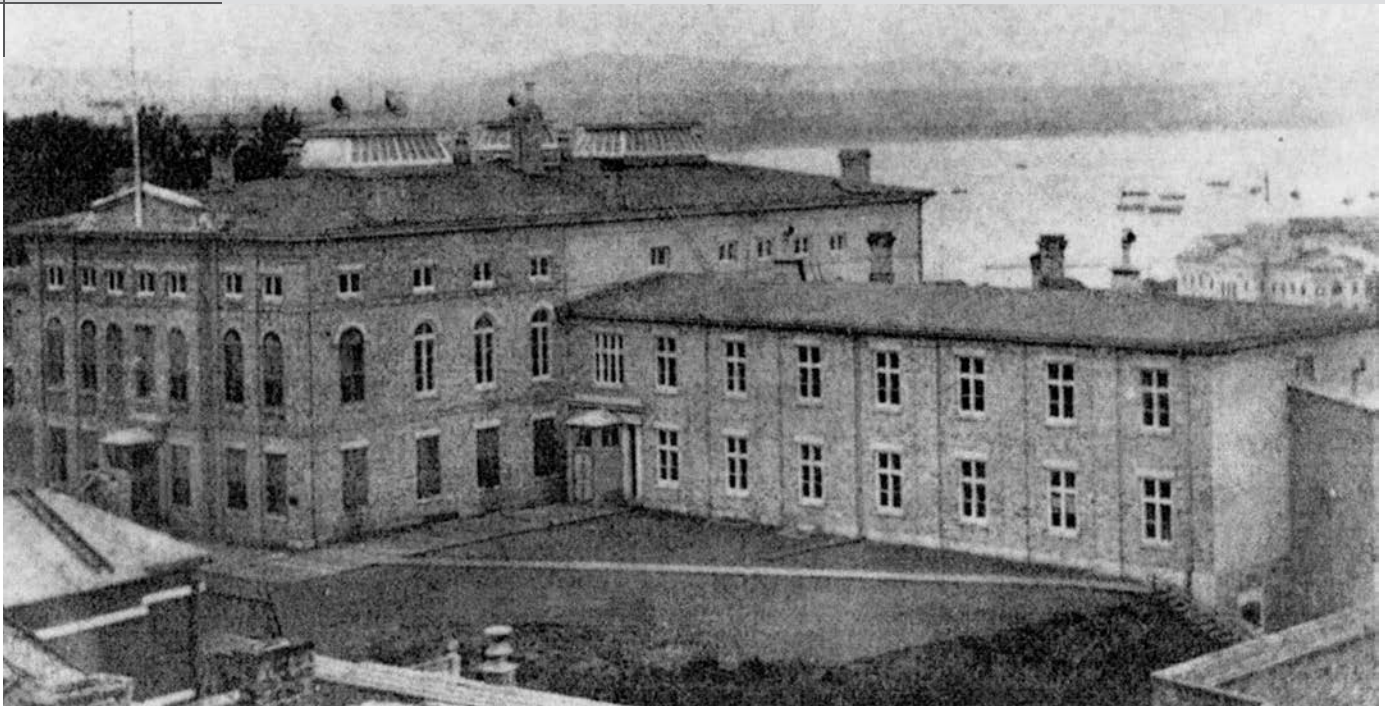
Les bleus ne veulent pas que leur rival rouge soit dans la coalition ou à la conférence. Seulement quatre délégués représentent le Québec francophone. Étienne-Paschal Taché, âgé de 68 ans, médecin, vétéran de la bataille de Châteauguay en 1813, et politicien réformiste durant les années 1840, est le premier ministre de la province du Canada. Comme président de la conférence, il ne participe pas aux débats. Jean-Charles Chapais, député de Kamouraska, est dans la coalition gouvernementale principalement pour sa loyauté au parti. Il parle rarement. Cela laisse deux politiciens importants, Hector Langevin de Québec et George-Étienne Cartier de Montréal; toutefois Langevin, âgé de 38 ans et figure montante du Parti bleu s'exprime peu durant la conférence. Cartier, leader des bleus à 50 ans et un des chefs du gouvernement, domine le groupe francophone. Edward Whelan le décrit comme parlant « de manière très éloquente et durant de longs moments »



Edward Whelan (1824-1867). Journaliste et homme politique, il représente l'Île-du-Prince-Édouard à la Conférence de Québec de 1864. Illustration, 1865. (Wikimedia Commons).

lors de la première journée de la conférence; il est un hôte actif lors de chaque danse et à chaque dîner. Mais même Cartier laisse la plupart des discussions aux autres.

Cartier est une figure essentielle dans l'émergence du projet de Confédération. À ses débuts en politique, il est un des réformistes dirigés par Louis-Hippolyte La Fontaine durant les années sombres après les rébellions. Ils avaient transformé l'union qui devait réduire au silence et assimiler le Bas-Canada français en un Parlement dans lequel les réformistes de La Fontaine, et puis les bleus de Cartier, exercent une influence substantielle. Le Canada français commence à voir l'union comme une protection, particulièrement contre George Brown, leader des réformistes, qui dénonce Cartier comme l'agent de la « domination française » sur le Canada-Ouest. Au début des années 1860, le Canada-Ouest étant maintenant plus peuplé que le Canada-Est, Brown demande le *rep by pop*, la représentation proportionnelle à la population, ce qui signifierait une majorité permanente de Canadiens anglais sous l'union de la province du Canada. Durant des années, rouges et bleus compétitionnent pour

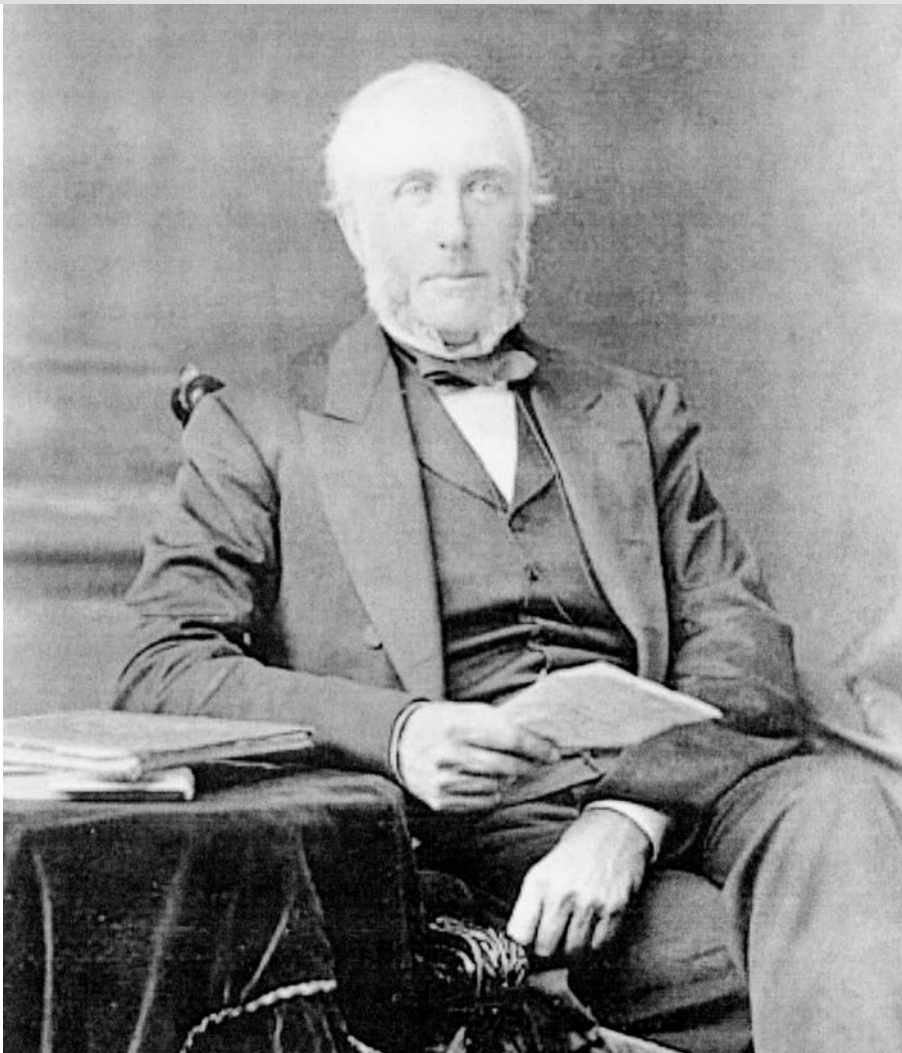


C'est dans cet édifice qui abrite le parlement de l'Union de 1860 à 1865 que s'est tenue, en octobre 1864, la Conférence de Québec où furent rédigés les 72 résolutions servant de base aux travaux menant à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. (Banque d'image de Cap-aux-Diamants).

déterminer qui est le plus apte à protéger le *statu quo* contre George Brown. Puis en juin 1864, Cartier bouleverse l'échiquier politique de l'Amérique du Nord britannique. Il conclut une entente avec Brown : *rep by pop* et fédéralisme. Plusieurs au Québec furent choqués que Cartier accepte « l'union de ce fanatique avec nos hommes d'État ». Le partenaire de Cartier au gouvernement, John Alexander Macdonald, fut presque aussi surpris. En mai, il avait dénoncé le fédéralisme et insisté sur le fait qu'une union législative avec un seul parlement et sans province, était la solution qu'il prônait. L'entente Cartier-Brown signifiait que Macdonald devait changer d'opinion ou ne pas être au pouvoir. Il adopta donc rapidement le plan d'une union fédérale et mis de l'avant le projet d'une fédération plus large, incluant toutes les provinces de l'Amérique du Nord britannique. Cartier n'avait pas besoin de faire de discours dans la salle de conférence. Sachant que le soutien des bleus est la clé du succès de la coalition canadienne, il précise ses conditions en coulisses et laisse les autres argumenter autour de la table de la conférence. Cartier, avocat lié au lobby des chemins de fer, veut que le Québec profite des bénéfices économiques de la croissance et

de l'expansion : nouvelles voies ferrées, expansion vers l'Ouest et réseau de commerce interprovincial centré autour de Montréal. Il favorise ainsi un contrôle central des échanges et du commerce, des banques, du transport océanique et de la défense : « Tous ces éléments devant être unis ensemble ». De même, tout ce qui est essentiel à la protection de « notre langue, nos institutions, et nos lois » doit être entre les mains des francophones. Ainsi dans le plan Cartier-Brown, le Code civil, l'administration locale et la langue française seraient protégés au Québec; les écoles, les hôpitaux et toutes les questions locales, culturelles et charitables, alors dans les mains de l'Église catholique au Canada français, seraient de juridiction provinciale. Cartier soutient qu'il peut y avoir union sans fusion. Il déclare : « Dans notre propre fédération, nous devrions avoir des catholiques et des protestants, des Anglais, des Français, des Irlandais et des Écossais... Il s'agit d'un avantage plutôt que le contraire que d'avoir une diversité de races ». Des gouvernements provinciaux forts devraient donner à une diversité de personnes la protection dont ils ont besoin. Lorsque les rouges attaquent Cartier et son plan en soutenant que les francophones

deviendront une minorité et seront assimilés, Hector Langevin défend son chef. « Nous sommes un peuple distinct », dit-il et « l'union fédérale nous assure que cela demeurera ainsi ». Deux grands débats animent les longues discussions se déroulant dans l'édifice du parlement à Québec. Certains délégués soutiennent avec vigueur qu'il doit y avoir une chambre haute puissante dans le nouveau gouvernement fédéral afin de défendre les intérêts locaux contre la domination de l'Ontario et du Québec dans une législature *rep by pop*. Mais un Sénat fort signifie une concentration des pouvoirs à Ottawa et non dans les provinces. Cartier et George Brown semblent s'entendre : pour protéger les intérêts locaux, les gouvernements provinciaux sont préférables à une chambre haute non élue, mais qui peut contester les décisions des représentants élus de la population. Cartier, qui compare souvent la démocratie américaine à la règle de la foule, soutient l'idée d'un Sénat nommé, mais veut qu'il demeure faible. Les intérêts locaux doivent être protégés par les gouvernements provinciaux et non par Ottawa. Un autre débat concerne le pouvoir de désaveu : est-ce que le gouvernement fédéral doit disposer d'un droit de veto



George Brown (1818-1880), journaliste et homme politique. Représentant le Haut-Canada, il participa à l'ensemble des conférences (Charlottetown, Québec, Londres) où fut élaborée la Confédération canadienne. (Bibliothèque et Archives Canada, Mika 3213213).

sur les actes des gouvernements provinciaux? Ce pouvoir de désaveu se retrouve dans les résolutions adoptées par les délégués, incluant les francophones. Cartier n'a jamais expliqué sa pensée sur cette question. Mais les délégués protègent le concept de gouvernement responsable, et un gouvernement ne peut être responsable devant sa législature si cette dernière est sans pouvoir. Ils confirment aussi que les disputes constitutionnelles entre le gouvernement fédéral et les provinces peuvent être soumises aux tribunaux. À la longue, la cour favorisera le gouvernement responsable plutôt que le pouvoir de désaveu : à l'intérieur de leurs champs de compétences, les provinces sont souveraines.

Le jeudi 27 octobre, la Conférence de Québec se termine. Les délégués se pré-

cipitent dans les trains en direction de Montréal afin de tenir des assemblées publiques pour présenter et soutenir leur projet de Confédération. Même les premiers ministres et les leaders de l'opposition qui s'étaient entendus pour soutenir le plan de Confédération doivent alors affronter la réalité de leurs législatures remplies de députés d'arrière-ban qui n'ont pas participé à la conférence et qui veulent se faire leur propre idée. Le consensus bipartisan des délégués sera testé fréquemment dans les années suivantes.

Dans les années suivant la Confédération, la ville de Québec devient une ville plus petite, plus tranquille et, plus française. En 1901, la population de langue anglaise de la ville a chuté de 40 % à un maigre 15 %. Le gouvernement déménage à Ottawa en 1865, et l'édifice du

parlement où la conférence se tient est détruit par le feu en 1883. Le commerce et la finance poursuivent leur déplacement vers Montréal. Mais les délégués de la Confédération laissent un cadeau à la Vieille Capitale.

La ville de Québec n'a pas démolé ses murs ou son dédale de rues. Le Vieux-Québec va survivre et devenir un monument de pierre et de roc, témoignant de l'héritage de la France en Amérique du Nord. Mais la culture et le tourisme ne sont pas le seul futur de la ville de Québec. La résolution 53 de la conférence, adoptée le mercredi 26 octobre 1864 se lit ainsi : « Sujet à toute action future des législatures locales [...] Québec sera (le siège) du gouvernement du Bas-Canada ». Le nouvel hôtel du Parlement, dessiné par Eugène-Étienne Taché, fils du premier ministre, va se dresser sur la colline à l'extérieur de l'enceinte, à l'ouest de la vieille ville. Aussi longtemps que ceux qu'Hector Langevin appelle un « peuple distinct » continueront de diriger leurs propres affaires, la ville de Québec restera associée au pouvoir et au gouvernement. ■

Christopher Moore est un écrivain et un historien de Toronto. Son livre sur la Conférence de Québec de 1864 doit être publié cet automne.

Traduction : François Drouin

Pour en savoir plus :

Janet Aizenstat, éd. *Documents on the Confederation of British North America*. s.l., McGill-Queen's Press, 2009, 440 p.

Paul André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert. *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise 1867-1929*. Montréal, Boréal, 1979, 660 p.

Luc Noppen. *Québec de roc et de pierres. La Capitale en architecture*. Québec, Éditions MultiMondes/Commission de la capitale nationale du Québec, 1998, 150 p.

Peter Waite, éd. « *Edward Whelan's Reports* » in *Canadian Historical Review*, n° 42, 1961, p. 23-45.

« *Mercy Coles's Diary* », Bibliothèque et Archives Canada, MG 24 B66.

Christopher Moore. *1867: How the Fathers Made a Deal*. Toronto, Macmillan, 1997, 279 p.